

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1186^e
SÉANCE



Jeudi 10 octobre 1968,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Déclarations générales (suite)

Point 37 de l'ordre du jour:

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)

1

Président: M. Richard M. AKWEI (Ghana).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

et

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite) [A/2703, chap. III; A/7251, E/4496, E/AC.54/L.25, E/AC.54/L.28, E/AC.54/L.29/Rev.1, E/AC.54/L.30, E/AC.54/L.31, TD/B/186/Rev.1]

1. M. PEAL (Libéria) se déclare convaincu de ce que la Deuxième Commission saura, sous la direction de son président, établir le bilan des réalisations et indiquer la voie à suivre à l'avenir. Bien que l'importance de la Commission se manifeste chaque année davantage, les résultats de ses activités ne marquent pas de progrès. Il est cependant réconfortant de constater que les buts fixés sont poursuivis sans faiblesse. Bien que le maintien de la paix constitue l'objectif essentiel de l'Organisation des Nations Unies et de sa charte, le monde se trouve entraîné, malgré lui, dans une situation de plus en plus dangereuse. Une catastrophe sans précédent menace la planète si les difficiles et énormes problèmes de la faim, de la pauvreté et de la maladie ne sont pas résolus. Il est à craindre que les progrès accomplis en vue d'une solution ne soient irrémédiablement compromis par les menaces de guerre nucléaire. L'année écoulée a vu des événements tragiques menacer les espoirs fragiles de conciliation et de coexistence internationale. Le danger nucléaire rend d'autant plus urgente l'adoption de mesures indispensables dans le domaine économique. Les statisticiens expliquent la lenteur des progrès des pays sous-développés au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement par le fait qu'il n'est tenu compte, dans les résultats, ni des progrès réalisés dans l'installation de l'infrastructure ni des améliorations marginales des rendements agricoles. Il est cependant admis qu'une deuxième décennie du développement, poursuivant des buts plus ambitieux et mieux calculés, est indispensable. On peut se demander s'il faudra continuer à proclamer

tous les 10 ans une nouvelle décennie du développement, et cela indéfiniment.

2. L'optimisme des statisticiens est en contradiction avec ce qui ressort du rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique¹; le revenu par habitant en Afrique s'accroît aux taux très faibles de 1 p. 100 par an. A ce rythme, il faudra 343 ans au revenu africain pour atteindre le niveau du revenu des Etats-Unis. Il est à peine possible de réduire cet écart, encore moins de le combler. Les progrès accomplis permettent seulement d'éviter qu'il ne s'élargisse. Il conviendrait peut-être de parler de siècles ou même de millénaires du développement. M. Peal s'élève contre les critiques adressées depuis peu aux pays en voie de développement les accusant de fournir des efforts insuffisants. Ces exhortations à l'économie et à la mise en ordre sont cruellement ironiques lorsque les moyens mêmes du développement font défaut. Parmi les nations industrielles qui contribuent le plus à l'aide au développement, trois ont souffert, au cours de l'année écoulée, de difficultés budgétaires, ce qui a entraîné une diminution du montant de l'aide et des conditions plus difficiles à son octroi.

3. M. Peal relève une tendance à réaliser une répartition régionale de l'aide accordée, mais la distribution de cette aide à des pays sous-développés déjà relativement prospères apparaît injuste aux pays extrêmement pauvres. Si le principe de la multilatéralisation de l'aide ne peut être critiqué, il est à craindre que les tendances à se décharger du fardeau du développement sur les pays sous-développés eux-mêmes ne s'affirment. Le but même de l'aide risque d'être oublié, au moment même où les dépenses militaires apparaissent 45 fois plus élevées que les dépenses d'aide, compte tenu des remboursements des prêts.

4. Passant aux réalisations positives, M. Peal reconnaît l'utilité de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Malgré les critiques des sceptiques, la CNUCED a permis d'attirer l'attention internationale sur le rôle fondamental des exportations dans le domaine du développement économique et sur les difficultés qui résultent du système actuel. Il reste à susciter la volonté d'y remédier. Malgré ses insuffisances, la deuxième session de la CNUCED a constitué un progrès indéniable, même si l'on s'est limité à affirmer des principes plutôt que de prendre des décisions sur les points cruciaux. Sans attendre la prochaine session de la Conférence, il conviendra de rechercher en commun des solutions à tous les problèmes qui restent à l'ordre du jour, et en particulier à la question

¹/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 5 (E/4497).

des prix des produits de base. La solution de ce problème fondamental permettrait de remplacer la charité par la simple justice. Bien que les résultats atteints par les mécanismes internationaux soient insuffisants, leur liste est cependant impressionnante: élargissement des moyens d'enseignement, accélération de la réforme agraire, introduction de méthodes modernes agricoles, conseils dans le domaine de la planification de la famille, ajustements tarifaires, formation de personnel médical et sanitaire, assistance technique, encouragement des investissements privés. Les recherches accomplies, même si elles ne sont pas immédiatement exploitables, offrent pour l'avenir une base indispensable. M. Peal souhaite que les décisions de la Deuxième Commission permettent de réaliser de nouveaux progrès dans la lutte pour l'amélioration du niveau de vie de tous les peuples.

5. M. KOELMEYER (Ceylan) dit que les débats de la Commission constituent une étape importante dans les travaux préparatoires à l'avènement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui doivent permettre d'établir une stratégie du développement pour les années 1970 et d'en définir les éléments.

6. Il importe donc que tous les représentants sans exception, aussi bien ceux des pays en voie de développement que ceux des pays développés à économie de marché et ceux des pays socialistes puissent exprimer leur point de vue.

7. L'avènement de la deuxième Décennie exige, de la part de la communauté internationale, un acte de foi, une prise de conscience lucide des besoins sociaux et économiques des pays en voie de développement, qui doivent être à la base des objectifs de la Décennie. Au cours des dernières années, les pays du tiers monde ont été, à deux reprises, trompés dans leurs espoirs. Les réalisations de la deuxième session de la CNUCED, tout d'abord, n'ont pas répondu aux espoirs. En effet, si la Conférence a permis d'aboutir à un accord général sur les préférences tarifaires et de redéfinir les objectifs que devrait atteindre le volume de l'aide internationale, elle n'a pas été en mesure de fixer de date limite pour la réalisation de ces objectifs. D'autre part, aucun progrès notable n'a été enregistré dans le commerce des produits de base, qui est pourtant d'une importance capitale pour les pays en voie de développement. Enfin, l'instabilité des prix et les mesures protectionnistes continuent d'empêcher ces pays de se procurer les recettes en devises étrangères qui leur sont nécessaires.

8. Les négociations Kennedy, en outre, ont été encore plus décevantes. Les réductions tarifaires négociées en 1967 semblent avoir porté essentiellement sur le commerce entre pays développés. Une étude effectuée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en 1968 révèle que les réductions tarifaires consenties par les pays industrialisés et directement imputables aux négociations Kennedy ne vont relever que d'environ 16 p. 100 le niveau des exportations des produits manufacturés des pays en voie de développement, et que l'on risque même de voir cette augmentation réduite de moitié si les échanges concernant certains

produits ne sont pas libéralisés. Comment peut-on, dans ces conditions, exiger des pays en voie de développement qu'ils adaptent leur structure économique à l'évolution internationale, alors que, de leur côté, les pays développés cherchent, par tout un arsenal de mesures protectionnistes, à se protéger contre la concurrence avec leurs produits.

9. La délégation ceylanaise déplore également que la communauté internationale n'ait pas respecté l'engagement qu'elle avait pris de consacrer 1 p. 100 du produit intérieur brut des pays développés à l'aide aux pays pauvres. On est, en fait, bien loin d'arriver à ce chiffre. Pourtant, les possibilités d'assistance des pays développés ne cessent de s'accroître, de même que les besoins des pays pauvres en matière de développement, besoins qui, d'après l'ancien Président de la BIRD, pourraient absorber à l'heure actuelle 3 à 4 milliards de dollars de plus.

10. En 1967, à deux exceptions près, les membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) étaient bien en deçà de l'objectif de 1 p. 100. La moyenne pour 1967 a été de 0,70 p. 100, alors que celle de 1961, année de l'inauguration de la première Décennie [voir résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale], était de 0,88 p. 100. Une étude présentée à la deuxième session de la CNUCED révèle que, de 1961 à 1966, les termes de l'échange défavorables ont entraîné pour les pays en voie de développement une perte de 13 milliards 380 millions de dollars, soit 38,4 p. 100 des 34 milliards 880 millions de dollars reçus officiellement des pays développés à économie de marché et d'institutions multilatérales, au titre d'une assistance internationale. Pendant la période 1961-1967, Ceylan a subi des pertes en devises étrangères équivalant à 281 millions de dollars, soit deux fois le montant de l'assistance étrangère reçue entre-temps.

11. Les pays en voie de développement, aux prises avec la diminution de l'aide internationale et des termes de l'échange défavorables, se trouvent dans une situation critique. Entre 1955 et 1965, le produit par habitant s'est accru de 43 dollars par an dans les pays à économie de marché, alors que l'augmentation n'était que de 3 dollars par an dans les pays en voie de développement.

12. Pour la prochaine Décennie, il ne faut pas se laisser encore bercer par des slogans et hypnotiser par des objectifs. Les leçons tirées d'une première expérience et une évaluation réaliste de la situation actuelle doivent aider à formuler une politique de développement à la mesure des besoins et des problèmes des années 1970. La faillite de la première Décennie est due au fait que les espoirs et les objectifs n'étaient pas étayés par un plan d'action suffisamment articulé et par une vraie politique de développement. Les résultats, aussi décevants soient-ils, ont néanmoins permis de jeter les bases de l'avenir et d'accroître dans des proportions considérables la capacité de développement. Si la croissance n'a pas été aussi rapide qu'on pouvait l'espérer, c'est essentiellement faute d'une action internationale appropriée. Comme l'a dit le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales au cours de son remarquable exposé à la 1180ème séance

(A/C.2/L.1002), les éléments d'une stratégie du développement sont, d'une part, un ensemble d'objectifs touchant les différents déterminants du développement, et, d'autre part, des politiques et des mesures qui permettent d'atteindre ces objectifs. Cela exige de la part des pays développés et des pays en voie de développement une action complémentaire, essentielle à une stratégie du développement. Cette action implique, de la part des pays en voie de développement, l'acceptation d'une "discipline du développement" sous tous ses aspects et, de la part des pays développés, un double engagement, garantissant aux pays en voie de développement des conditions commerciales favorables et leur assurant la continuité d'une assistance en matière de développement, continuité indispensable à la mise en œuvre de plans de développement viables.

13. Le facteur démographique a des incidences extrêmement importantes sur le développement économique et social et exige une action concertée à l'échelon national. A cet égard, la production alimentaire continue de susciter de vives inquiétudes, et l'équilibre entre les ressources alimentaires et la population est toujours précaire. Les pays en voie de développement devraient concevoir l'accroissement de leur production vivrière non seulement en fonction de leurs besoins intérieurs, mais comme un élément important de la diversification de leur économie. Ces dernières années, grâce à de nouvelles techniques, la production alimentaire de Ceylan, notamment pour ce qui est du riz, a augmenté dans des proportions considérables, et le pays espère parvenir, d'ici à quelques années, à une complète autonomie en ce qui concerne la production de cette denrée, aliment de base de la population.

14. Toutefois, ces progrès se sont accompagnés d'une diminution des prix des produits exportés et d'une augmentation des prix des produits importés, notamment de certaines denrées alimentaires. Le déficit commercial des pays en voie de développement ne pourra être comblé que si l'on adopte toute une série de mesures, tendant notamment à faciliter l'accès aux marchés des pays industriels, à éliminer les entraves d'ordre commercial sur les importations, à instaurer un système de préférences, à développer le commerce entre les pays en voie de développement et avec les pays socialistes et à réduire le fardeau des invisibles.

15. D'autre part, on ne pourra remédier à l'insuffisance de l'épargne dans les pays en voie de développement que par la fourniture de ressources équivalant à 1 p. 100 du produit national brut des pays industrialisés, par l'assouplissement des conditions de transfert des capitaux et par leur multilatéralisation progressive, par un rajustement du service de la dette extérieure des pays en voie de développement, par des engagements tendant à financer des plans de développement et par des investissements privés étrangers.

16. Il importe également de réduire la vulnérabilité des pays en voie de développement en appliquant plus largement et plus efficacement des accords de produits, qui jusqu'à présent se sont révélés extrêmement décevants. Un plan de financement supplémentaire est indispensable à leur mise en œuvre, plan

sur lequel la CNUCED n'est malheureusement pas parvenue à un accord.

17. La mobilisation des ressources intérieures des pays en voie de développement est également un secteur essentiel du développement. En effet, ces pays sont au premier chef responsables de leur développement. Toutefois, ils ne peuvent progresser dans cette voie que s'ils sont appuyés par une coopération internationale.

18. Le Secrétaire général adjoint a fait observer à juste titre "qu'il n'est point indispensable que toutes les parties d'une stratégie globale soient définies à l'avance, avec précision, dans un document qui aurait un degré de finalité intimidant" (voir A/C.2/L.1002). En effet, il convient de pouvoir réviser les objectifs à la lumière de l'expérience acquise et des circonstances nouvelles.

19. Les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement doivent tenir compte des contextes régionaux et même sous-régionaux, et les commissions économiques régionales ont, à cet égard, un rôle important à jouer, aussi bien dans la stratégie des années 1970 que dans la mise au point d'un mécanisme de surveillance.

20. Les consultations étroites qui ont lieu entre certaines institutions financières internationales et divers pays constituent déjà, d'une certaine façon, un mécanisme de surveillance, mais il y aurait là matière à développement, et, à ce propos, la délégation ceylanaise souhaiterait que le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales précise son point de vue sur cette question.

21. M. Koelmeyer considère que le Comité économique du Conseil économique et social devrait être élargi de manière que certains Etats membres de la CNUCED participent à ses travaux, étant donné que la CNUCED s'occupe expressément de problèmes de commerce et de développement. Il serait peut-être opportun de créer un comité mixte du Conseil et de la CNUCED, qui serait chargé des travaux préparatoires à la deuxième Décennie.

22. M. KHANACHET (Koweït) rappelle que la première Décennie des Nations Unies pour le développement se voulait une forme satisfaisante de coopération internationale, qui donnerait aux pays pauvres les moyens d'accélérer leur développement économique et social. Les besoins des pays en voie de développement portent principalement sur les capitaux, les connaissances techniques et la formation, les biens d'équipement et les marchés. La CNUCED a élaboré une politique à cette fin, mais les pays industrialisés se sont montrés hésitants à assouplir les conditions de leur aide ou à modifier leur politique commerciale d'une manière propre à offrir de nouveaux débouchés aux exportations des pays en voie de développement. Les pays développés monopolisent le commerce mondial: ils fixent les prix des produits industriels et des produits primaires, et ils ont réussi à maintenir un écart permanent entre le prix des produits primaires vendus par les pays en voie de développement et les biens d'équipement que ces derniers leur achètent. Ils n'ont pas allégé la charge que représente pour les

pays en voie de développement le service de la dette. Ce qu'il faut aux pays en voie de développement, c'est obtenir des prêts à faible taux d'intérêt, à long terme, et assortis de périodes de franchise. On pourrait très bien concevoir que les Nations Unies lancent, pour les pays en voie de développement, un plan analogue au plan Marshall, mais il semble que l'on cherche toutes sortes d'excuses pour freiner l'aide et que l'on crée des obstacles visant à miner la solidarité internationale et à empêcher l'élaboration d'une stratégie globale du développement. Les pays développés n'ont pas, jusqu'à présent, appliqué la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale, ce qui explique que les pays en voie de développement n'ont pu, de leur côté, réaliser les objectifs fixés pour la Décennie en cours.

23. Le développement dépend dans une grande mesure d'une planification adaptée aux besoins particuliers de chaque pays. Les plans doivent porter sur tous les aspects du développement, et notamment l'enseignement, la réforme administrative, le progrès social, la santé enfin, qui ne doit plus être considérée uniquement dans l'optique d'une absence de maladie ou d'infirmité. Le développement est certes un processus international, mais son fondement est à la fois national et régional. Aucune stratégie mondiale ne peut porter ses fruits si la planification nationale ou la coopération régionale est insuffisante.

24. Le Comité de la planification du développement a énoncé des propositions constructives. La délégation koweïtienne se félicite particulièrement de la tendance à créer un nouveau cadre dans lequel les nations prendront des engagements fermes. Les pays développés doivent non seulement s'engager à fournir de l'aide et à modifier leur politique commerciale, mais aussi intégrer ces engagements dans leurs programmes politiques et économiques et les tenir, grâce à leur action gouvernementale. A cette fin, il leur faudra mobiliser l'opinion publique en l'informant, de manière qu'elle accepte les charges nouvelles, quelle que soit l'attitude politique ou la gratitude de tel ou tel bénéficiaire. Pour leur part, les pays en voie de développement doivent s'engager à appliquer les mesures nécessaires pour convaincre la communauté mondiale qu'ils s'efforcent de mobiliser leurs propres ressources nationales et de supprimer les obstacles intérieurs au progrès économique et social. Au fond, peu importe quel sera le cadre dans lequel s'inscriront les obligations mutuelles liées à la nouvelle stratégie globale du développement. Ce qui compte, c'est de définir les principes et l'ampleur de la coopération internationale qui devra s'instaurer au cours de la prochaine Décennie, ainsi que les moyens de les mettre en pratique. M. de Seynes a préconisé la création d'un mécanisme de surveillance internationale qui serait chargé de l'analyse, de l'évaluation et de la vérification. Ce mécanisme peut être utile s'il ne remplace pas, mais complète, le plan d'action, lequel peut être mis en œuvre par étapes et transformer progressivement les recommandations et les objectifs en obligations concrètes et définitives. On pourrait, pour commencer, définir des engagements précis, dont la portée s'élargirait avec le temps, compte tenu des constatations faites par l'organe de surveillance.

Ainsi, la coopération internationale déboucherait sur des domaines plus vastes. Une telle procédure recueillerait l'appui total du Gouvernement koweïtien.

25. M. SHAHI (Pakistan) dit que l'exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.1002) a donné le ton au débat général. Il a centré l'attention sur les problèmes que la Commission doit examiner dans le cadre des travaux préparatoires à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

26. Les grands espoirs qu'avait suscités la promesse d'une action internationale concertée en vue d'améliorer la situation économique des pays en voie de développement ne se sont pas entièrement réalisés. Cependant, la Décennie actuelle a eu le mérite de convaincre le monde que le but recherché est foncièrement correct. Ce qu'il faut maintenant, c'est formuler une stratégie pour la prochaine Décennie en tirant les enseignements de la Décennie en cours.

27. La situation économique mondiale actuelle est loin d'être satisfaisante. Si, en 1970, l'augmentation annuelle du revenu national des pays pauvres atteindra probablement 5 p. 100, on n'a guère lieu de s'en réjouir outre mesure. En Afrique et en Asie du Sud, l'augmentation moyenne du revenu national n'est que de 3,5 p. 100 environ, et l'augmentation annuelle du revenu par habitant est inférieure à 2 p. 100 en Amérique latine, de 2 p. 100 en Asie orientale, de 1 p. 100 en Afrique et de 0,5 p. 100 seulement en Asie du Sud.

28. L'année écoulée a vu l'ébranlement d'un système monétaire international déjà précaire, avec notamment la dévaluation de la livre sterling et les attaques contre le dollar et le franc français. Il est donc d'autant plus satisfaisant qu'on ait accepté le principe des droits de tirage spéciaux. Toutefois, on ne sait jusqu'à quel point ces mesures dissiperont les incertitudes qui pèsent sur le système actuel. En ce qui concerne l'assistance internationale au développement, le climat a été aussi décourageant. Toutefois, il convient de continuer à lutter en vue de supprimer progressivement les inégalités économiques et sociales entre les nations. La Décennie actuelle offre même quelques espoirs. Les rouages internationaux ont été renforcés par la création de nouvelles organisations spécialisées, chargées de s'attaquer à des problèmes cruciaux pour le développement économique des pays en voie de développement. C'est notamment le cas de la CNUCED et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), du Fonds d'équipement des Nations Unies, du Programme alimentaire mondial, de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies et des banques régionales de développement.

29. De l'avis de la délégation pakistanaise, la stratégie internationale du développement doit permettre aux pays du tiers monde de se suffire à eux-mêmes autant que possible. C'est à eux qu'il importe de mobiliser leurs propres ressources intérieures et de créer une volonté politique de développement économique. A cet égard, le Pakistan achève cette année une décennie de développement et de progrès. Au cours des huit dernières années, le taux moyen de

croissance a été de 5,6 p. 100. Le troisième plan quinquennal vise à réaliser un taux de croissance annuel de 6,5 p. 100. L'augmentation du produit national brut en 1967-1968 a été de 8,3 p. 100 et, sur les deux années qui restent, on compte arriver à un taux de croissance de 7 p. 100 au moins. C'est principalement au secteur agricole que l'on doit l'accélération marquée du rythme de croissance en 1967-1968, ce qui permet d'espérer que, sur le plan alimentaire, le Pakistan se suffira à lui-même d'ici à 1970. L'augmentation de la production industrielle s'est maintenue à 10 p. 100, et l'on s'oriente vers l'implantation d'industries lourdes. On prépare actuellement le quatrième plan, qui mettra surtout l'accent sur la mise en valeur des ressources humaines et fixera certains objectifs en matière de planification de la famille. Au cours de la Décennie actuelle, le Pakistan a aussi augmenté ses exportations au rythme d'environ 8 p. 100 par an, taux bien supérieur à l'augmentation de la production. Enfin, il convient de signaler que la part des ressources intérieures, publiques et privées, dans l'effort global de développement sera d'environ 70 p. 100 au cours de l'exercice 1968-1969.

30. Malgré leurs efforts d'auto-assistance, tous les pays en voie de développement dépendent encore de ressources financières extérieures, que les pays développés devraient s'efforcer de leur procurer par des mesures convergentes. Ces mesures sont, notamment, la mise en œuvre des droits de tirage spéciaux approuvés par le Fonds monétaire international (FMI), l'ouverture plus large des marchés des pays industrialisés aux produits primaires des pays en voie de développement, et la mise en vigueur d'un système de préférences générales non réciproques et non discriminatoires.

31. Depuis la proclamation de l'actuelle Décennie des Nations Unies pour le développement, l'Assemblée générale s'est efforcée d'atteindre les objectifs qui avaient été fixés. Sa résolution 2084 (XX) a servi à souligner l'intérêt universel à l'égard d'un mécanisme de surveillance tel que celui auquel a fait allusion le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales. Elle a été suivie de la résolution 2218 B (XXI), puis de la résolution 2305 (XXII), dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité de la planification du développement et avec les organisations du système des Nations Unies, de formuler des suggestions sur les moyens appropriés d'harmoniser les mesures que les organisations internationales et les pays en voie de développement ou développés pourront envisager dans le cadre du schéma préliminaire de la stratégie internationale du développement élaborée en application de la résolution 2218 B (XXI).

32. Pour sa part, le Conseil économique et social a pris la décision, dans sa résolution 1356 (XLV), d'associer les gouvernements aux travaux préparatoires de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Comité de la planification du développement a transmis aux gouvernements membres des organismes du système des Nations Unies les divers documents qu'il a établis et leur a demandé de formuler des observations à leur sujet.

C'est à l'Assemblée générale qu'il appartiendra de prendre les décisions définitives en ce qui concerne l'adoption de la stratégie internationale du développement et la proclamation de la deuxième Décennie elle-même. Le seul problème important à cet égard consiste à établir un calendrier pour l'envoi des renseignements et des observations, et à fixer une date pour l'élaboration définitive de la stratégie. C'est un problème que l'on pourrait surmonter en élargissant éventuellement la composition du Comité économique du Conseil économique et social, dont on ferait un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, chargé de mettre la dernière main à la stratégie.

33. Le moment est venu pour l'Assemblée générale d'élaborer des directives plus précises quant au contenu de la stratégie et également d'indiquer les grands domaines dans lesquels on peut réaliser des progrès, compte tenu des accords auxquels on a déjà abouti. Cependant, la délégation pakistanaise estime qu'il est préférable de maintenir une certaine souplesse en ce qui concerne les objectifs, que l'on pourra modifier, le cas échéant, compte tenu de l'évolution. Enfin, le succès de la stratégie de la prochaine Décennie résidera dans sa mise en œuvre, laquelle exigera un mécanisme de surveillance sur le mandat duquel l'Assemblée pourrait réfléchir.

34. Il convient de prendre d'urgence certaines mesures pour améliorer le climat général dans lequel débutera la deuxième Décennie. S'il faut se féliciter de l'intention de la BIRD d'augmenter le montant global de ses prêts, il n'en reste pas moins vrai que les problèmes liés au service de la dette s'accroissent sans cesse et qu'il est, dès lors, urgent de reconstituer les fonds de l'Association internationale de développement (AID). Il faut aussi espérer que, lors des trois prochaines Conférences pour les annonces de contributions au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), on se rapprochera de l'objectif annuel de 350 millions de dollars fixé par le Secrétaire général. A cet égard, le Pakistan envisage d'annoncer une contribution au PNUD équivalant à plus d'un million de dollars. Enfin, il ne conviendrait pas d'oublier les contributions au Fonds d'équipement des Nations Unies et à l'ONUDI.

35. La délégation pakistanaise espère que la Commission Pearson créée par la BIRD sera à même de formuler des propositions concrètes visant à mettre à la disposition des pays en voie de développement des ressources financières extérieures assorties de conditions souples et correspondant à leur capacité d'absorption croissante.

36. Enfin, il faut souligner l'importance qu'il y a à mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur de la prochaine Décennie. C'est pourquoi, en 1967, le Pakistan a proposé que le schéma de la prochaine Décennie soit approuvé par l'Assemblée générale, convoquée à cette fin en session extraordinaire^{2/}. Le Pakistan réitère cette proposition.

37. M. BADAWI (République arabe unie) exprime la conviction que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement constituera le thème

^{2/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Séances plénières, 1584ème séance, par. 148.

central des débats de la Commission et de biens d'autres organes des Nations Unies, au cours des prochaines années. S'il est trop tôt encore pour discuter de manière approfondie de la Décennie elle-même, de ses méthodes et de ses mécanismes, l'échange d'idées générales entre pays développés et pays en voie de développement sera utile.

38. La Décennie actuelle n'a certes pas réalisé les espoirs de ceux qui avaient vu en elle le moyen de créer un nouveau climat, propice à la coopération internationale en matière de développement. Toutefois, elle a eu des côtés positifs. Elle a montré que le bien-être économique et social des différents pays dépendait dans une large mesure des actions concertées de l'ensemble de la communauté internationale et que, par conséquent, il fallait un cadre dans lequel coordonner ces actions. De là est née l'idée d'une stratégie globale du développement; on a pris conscience qu'il fallait faire déborder la planification de l'échelon national sur le plan international.

39. La Décennie en cours a aussi permis de mieux saisir la complexité des problèmes économiques et sociaux et du temps qu'il fallait pour les résoudre. On sait maintenant que l'on ne pourra le faire dans les 10 années à venir et qu'en fait la fin des problèmes n'est pas encore en vue. Mais il faut s'y attaquer en s'inspirant de l'expérience acquise jusqu'à présent. On a aussi compris qu'on devait rassembler, dans un plan indicatif mondial, tous les éléments qui contribuent au processus de développement, notamment le financement international, la mobilisation des ressources humaines et la mise en valeur des ressources naturelles, le rôle des organisations internationales à l'égard de l'assistance bilatérale, les effets du financement supplémentaire sur le financement de base, les modalités et les conditions du commerce et de l'aide, etc.

40. L'élaboration d'une stratégie globale du développement suppose la participation active d'une multitude d'organes. Cependant, il faut bien prendre garde à ce que leurs efforts ne fassent pas double emploi. C'est pourquoi la délégation de la République arabe unie considère favorablement la proposition du représentant du Venezuela tendant à élargir la composition du Comité économique du Conseil économique et social (voir 1182^{ème} séance, par. 4). Ce comité serait le dépositaire des travaux préparatoires, et ce serait à lui qu'il incomberait d'harmoniser les idées et les propositions et de donner à la stratégie globale sa forme définitive, que l'Assemblée générale, éventuellement réunie en session extraordinaire, pourrait adopter. Cependant, il ne faut pas se leurrer et imaginer que la stratégie ainsi conçue permettra de résoudre tous les problèmes pour la fin des années 1970.

41. De l'avis de la délégation de la République arabe unie, la principale contribution de la deuxième Décennie sera de mobiliser l'opinion publique nationale et internationale en faveur de l'effort collectif de développement. C'est pourquoi la délégation de la République arabe unie se félicite de la résolution 1357 (XLV) du Conseil économique et social. Elle tient toutefois à ajouter que l'efficacité de cette mobilisation dépendra des décisions politiques que prendront les pays intéressés.

42. Si l'on accepte le fait que l'on va vers une deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il faut aussi accepter l'idée que les avantages d'une politique concertée et coordonnée ne doivent pas aller exclusivement à un seul segment de la communauté internationale. En fait, il s'agit pour tous de prendre des mesures réciproques, pour atteindre un seul et même objectif, présentant un intérêt vital pour la collectivité internationale.

43. Si l'on veut que la prochaine Décennie porte les fruits qu'on en attend, il convient de prévoir, dans la stratégie globale du développement, des rouages pour l'évaluation systématique des progrès enregistrés au cours des 10 prochaines années; ce type de mécanisme est nécessaire pour s'assurer que les objectifs que l'on s'est fixés coïncident avec l'évolution des besoins, et que les progrès correspondent à l'évolution de la société internationale.

44. Pour terminer, M. Badawi apporte l'appui de sa délégation à la proposition formulée par la Yougoslavie (voir 1185^{ème} séance, par. 14) et tendant à ce que l'on procède à un réexamen du programme de travail généralement imparti à la Deuxième Commission. Il estime, en effet, que celle-ci est moins un organe économique que politique et que, de ce fait, elle doit prendre des décisions politiques.

M. Mužík (Tchécoslovaquie), vice-président, prend la présidence.

45. M. SAHLOUL (Soudan) dit que la Commission doit discuter de la situation économique internationale et tenter d'arrêter un plan d'action permettant de promouvoir la cause de la paix grâce à une coopération internationale. L'Organisation des Nations Unies semble avoir atteint un stade de stagnation, et cette situation est d'autant plus fâcheuse qu'elle peut compromettre l'avenir. En effet, entreprendre, dans les conditions politiques et économiques actuelles, les préparatifs de la prochaine Décennie des Nations Unies pour le développement risquerait d'avoir des répercussions néfastes sur les plans envisagés.

46. La faillite de la première Décennie est imputable à diverses raisons, notamment au fait que les plans en avaient été dressés à la hâte, à l'inertie de ceux qui étaient les mieux placés pour en réaliser les objectifs et à l'apparition d'une conjoncture économique mondiale défavorable pendant la deuxième moitié de la Décennie.

47. L'existence d'une situation économique mondiale difficile ne doit pas entraver les préparatifs de la deuxième Décennie. Il faut également s'efforcer d'éviter les chevauchements et doubles emplois entre les activités entreprises par les différents organismes.

48. La délégation soudanaise s'inquiète de la complexité croissante des travaux entrepris par les différents organismes internationaux en vue de la prochaine Décennie. Les travaux préliminaires entamés par le Comité de la planification du développement en vue d'arrêter une stratégie internationale du développement sont dignes d'intérêt. Il serait bon cependant que le Comité économique du Conseil économique et social élabore les mesures propres à mettre en œuvre cette stratégie. Le Comité économique de-

vrait par ailleurs être élargi, de manière que les pays en voie de développement y soit davantage représentés. Le programme adopté par la CNUCED est de nature à compléter utilement les travaux du Comité économique. Les difficultés rencontrées au cours de l'élaboration d'une stratégie du développement ne doivent pas retarder l'avènement de la deuxième Décennie. Les travaux préparatoires sont complexes, car il ne s'agit pas seulement de définir les objectifs de la Décennie, mais également de les étayer par une analyse quantitative des incidences de différents taux de croissance économique pour les pays en voie de développement. C'est là une tâche difficile. En effet, les données disponibles font apparaître, dans le courant de la seconde moitié de la présente Décennie, une régression par rapport à l'objectif général de 5 p. 100 fixé comme taux annuel minimum de croissance économique, et ce fléchissement se répercute à son tour sur les autres objectifs. Cette évolution complique la tâche des planificateurs. Il est toutefois encourageant de noter que, dans une décision adoptée à la deuxième session de la CNUCED^{3/}, les pays développés ont reconnu que l'objectif de 1 p. 100 fixé pour l'assistance aux pays en voie de développement devrait être calculé sur la base du produit national brut plutôt que sur la base du revenu national net; cela relève, en effet, d'environ 25 p. 100 le volume potentiel de l'aide internationale. Il est également réconfortant de constater qu'un certain nombre de pays développés ont accepté qu'on fixe une date limite à la réalisation de cet objectif.

49. La situation économique internationale existante a parfois pour effet de dissuader certains pays développés de donner leur accord à des mesures qui permettraient d'atteindre les objectifs fixés pour la prochaine Décennie. L'échec du plan de financement supplémentaire illustre cette attitude. Il importe que les pays développés qui se trouvent aux prises avec des difficultés économiques sachent adopter une optique à long terme sur cette question.

50. Les résultats décevants de la deuxième session de la CNUCED n'augurent pas favorablement de la prochaine Décennie. Toutefois, d'ici à son avènement, on peut espérer que la CNUCED, grâce à son dispositif permanent, aura pu adopter une série de mesures concrètes et contribuer ainsi utilement à la mise au point d'une stratégie globale.

51. La délégation soudanaise accorde une attention particulière aux organismes des Nations Unies qui sont appelés à jouer un rôle important dans la réalisation des objectifs de la Décennie. Il est essentiel que l'objectif de 350 millions de dollars proposé pour le PNUD par le Secrétaire général soit atteint en 1970. De son côté, l'ONUDI a besoin d'être renforcée et appuyée. Sa création a été accueillie avec une certaine réticence par les pays développés, et beaucoup d'entre eux l'ont critiquée avant même qu'elle ne commence vraiment à fonctionner. La délégation soudanaise estime, d'autre part, qu'il serait inopportun de créer, comme on a tenté de le faire

lors de la deuxième session du Conseil du développement industriel qui s'est tenue à Vienne, du 17 avril au 14 mai 1968, un groupe de travail qui serait chargé d'examiner, deux semaines avant la session annuelle de ce conseil, les programmes et leurs incidences financières. Une décision de ce genre risquerait en effet de limiter l'autorité du Conseil du développement industriel. D'autre part, les pays en voie de développement, faute de ressources et de personnel, se heurtent à des difficultés accrues lorsqu'il s'agit pour eux de se faire représenter à toutes les conférences internationales. Beaucoup d'entre eux hésiteront donc à participer à la session d'un groupe de travail d'une utilité contestable, qui risquerait alors d'être contrôlé par certains pays développés. Toute limitation de l'autorité du Conseil du développement industriel empêcherait l'ONUDI d'élargir son champ d'action et d'augmenter ses ressources et, finalement, de devenir une institution spécialisée. Or, l'ONUDI ne pourra apporter une contribution efficace à la prochaine Décennie que si elle accède au rang d'institution spécialisée. La délégation soudanaise considère que l'on doit renforcer l'ONUDI, d'une part, en lui allouant les fonds nécessaires à lui permettre d'acquérir les ressources techniques dont elle a besoin et, d'autre part, en lui versant directement des contributions afin qu'elle puisse aider l'industrialisation des pays en voie de développement. Tous les pays devraient, suivant l'exemple donné en particulier par certains pays socialistes, comme l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie, et d'autres pays comme l'Autriche, annoncer des contributions directes à l'ONUDI. Vu le peu d'enthousiasme manifesté par de nombreux pays développés à l'égard de l'ONUDI, il importe que les pays en voie de développement lui apportent le plus grand appui possible, et le Soudan assumera ses responsabilités en la matière lors de la Conférence pour les annonces de contributions.

52. La CNUCED revêt une importance de plus en plus grande au sein du système des Nations Unies, et jouera certainement un rôle de premier plan dans la réalisation des objectifs de la nouvelle Décennie. Ses réalisations ont été jusqu'à présent assez décevantes, en raison des circonstances de sa création, du nombre même de ses membres et de la complexité des questions dont elle s'occupe. On a avancé de nombreuses propositions en vue de simplifier et de rationaliser ses activités, mais la solution est difficile. En effet, les divergences d'intérêt entre les pays développés et les pays en voie de développement, et les considérations d'ordre national ou régional entravent les progrès. D'autre part, les pays en voie de développement ont jusqu'à présent été incapables de concentrer leurs efforts en vue d'élaborer un programme énonçant un ordre de priorité satisfaisant. Aussi longtemps qu'un remède n'aura pas été apporté à cette situation, la délégation soudanaise estime que les propositions tendant à limiter la composition des divers organes qui s'occupent des divers aspects des activités de la CNUCED sont inopportunes. Il y a lieu de se féliciter de la décision de la CNUCED d'utiliser son organe permanent, le Conseil du commerce et du développement, pour la négociation de mesures concrètes, une fois que les questions ont été discutées à la Conférence.

^{3/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14), annexe I, décision 27 (II), p. 41.

53. La question du courant de ressources et de l'assistance des pays développés vers les pays en voie de développement, par le canal d'organisations bilatérales ou multilatérales, doit continuer d'occuper une place centrale dans tous les plans prévus pour la prochaine Décennie. Les conditions régissant les mouvements de capitaux et l'assistance internationale doivent être fixées de façon à aider les pays en voie de développement à surmonter leurs difficultés. A cet égard, il serait bon que les pays développés étudient plus à fond les mesures qui leur ont été recommandées par le Secrétaire général en vue d'augmenter le mouvement des capitaux vers les pays en voie de développement.

54. Les organisations multilatérales doivent disposer de plus de ressources pour l'aide aux pays en voie de développement. La reconstitution des ressources de l'AID, en particulier, est une condition du succès de la prochaine Décennie.

55. Le Fonds d'équipement des Nations Unies, qui est destiné à combler la lacune qui existe encore en matière d'aide internationale, doit financer les projets pour lesquels aucune forme d'investissement ne peut être obtenue d'autres organisations multilatérales. A cet égard, la délégation soudanaise regrette que la direction du PNUD n'ait pas étudié la possibilité de mettre en œuvre les propositions présentées par les représentants de certains pays en voie de développement qui, pendant les séances du Conseil d'administration du PNUD, ont indiqué dans quels domaines les modestes ressources du Fonds d'équipement pourraient être le mieux utilisées. La délégation soudanaise est néanmoins convaincue que, en dépit des difficultés rencontrées, le Fonds d'équipement survivra, et formule l'espoir que la Conférence pour les annonces de contributions au Fonds augmentera ses ressources, de façon à lui permettre de fonctionner à un niveau plus élevé que celui qui était envisagé lorsque l'Assemblée générale a décidé de le placer sous la gestion du PNUD.

56. La délégation soudanaise a noté avec appréciation les contributions généreuses annoncées par un certain nombre de pays en voie de développement à la Conférence de 1967 pour les annonces de contributions au Fonds et elle espère que leur exemple sera suivi par d'autres. Pour sa part, le Soudan a l'intention d'assumer ses responsabilités, comme il l'a fait à la première conférence d'annonces de contributions. Enfin, la délégation soudanaise formule l'espoir que le groupe des pays socialistes et le groupe des pays d'Europe occidentale, associant leurs intérêts à ceux des pays en voie de développement, contribueront au Fonds d'équipement.

57. M. SARVIRI (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que les prévisions et les vœux qui ont accompagné la première Décennie des Nations Unies pour le développement ne se sont pas traduits par des mesures réelles et efficaces de défense des intérêts des pays en voie de développement. Les documents, les chiffres et les données concrètes fournis par le Secrétariat montrent combien les résultats de la première Décennie sont peu satisfaisants. Sans sous-estimer les résultats atteints par les pays en voie de développement, M. Sarviro tient, sur la base de l'expérience acquise dans son pays, à souligner

que le développement économique est évidemment un problème difficile et complexe. Il estime que les lignes de conduite fixées par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées pour les années 1970 sont extrêmement utiles, la première Décennie ayant montré la nécessité de préparatifs minutieux. Le secrétaire général de la CNUCED a souligné à juste titre que la première Décennie était dépourvue d'une politique de développement. Pour ne pas être utopique, toute stratégie ou politique doit se fonder sur la réalité et tenir compte des possibilités et de la volonté de la mettre en œuvre. Il est impossible de considérer les résultats et les tâches du développement hors du contexte des événements du monde actuel et il importe, au moment où l'on fixe les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, que tous les gouvernements redoublent d'efforts pour créer une atmosphère favorable au développement, notamment en mettant un terme à la course aux armements. M. Sarviro rappelle à ce sujet le mémorandum soumis à l'examen de la présente session de l'Assemblée par le Gouvernement de l'Union soviétique^{4/}.

58. Il importe de tenir compte de l'expérience acquise grâce à la réussite, dans le domaine de l'industrialisation, de certains pays précédemment sous-développés sur le plan économique pour éviter de retomber dans les erreurs de la première Décennie. Au cours des dernières années, les pays en voie de développement ont consenti de grands efforts en vue d'utiliser plus efficacement leurs ressources intérieures. Parmi les décisions et recommandations utiles prises dans ce sens dans le cadre des Nations Unies, M. Sarviro relève ce qui a été fait pour renforcer la planification dans le secteur public, établir la souveraineté sur les ressources naturelles et étudier les problèmes de l'exode des capitaux et des élites.

59. La première Décennie a montré la nécessité d'une mobilisation totale des ressources intérieures. Rappelant que le 1er janvier 1969 marquera le cinquantième anniversaire de la création de la République socialiste soviétique de Biélorussie, M. Sarviro fait observer que, avant la révolution, l'économie de cette région reposait sur une agriculture et un artisanat peu développés. La politique impérialiste du régime tsariste et de la bourgeoisie s'opposait à l'essor économique des régions nationales et tendait à les transformer en marchés d'écoulement de produits industriels et en sources de matières premières à bon marché. Au début du XX^e siècle, la Biélorussie restait une région agricole dont le niveau de développement industriel demeurait très en retard par rapport à celui des régions centrales de la Russie. Libérée par la révolution d'Octobre, la population de la RSS de Biélorussie a obtenu, par son propre travail et avec l'aide de tous les peuples de l'Union soviétique, de grands succès en matière de développement de l'industrie et de l'agriculture. En 1940, la production industrielle brute était huit fois plus importante qu'en 1913 et les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation et de la culture étaient considérables. La seconde guerre mondiale a entraîné pour la RSS de Biélorussie des pertes et des destructions considérables. Le nombre des morts

^{4/} Document A/7134.

a atteint plus de deux millions, soit un quart de la population. Centrales électriques, entreprises industrielles, kolkhozes, sovkhoses ont été détruits, et le potentiel industriel et énergétique a été ramené au niveau de 1913. Cependant, grâce au travail de la population biélorusse et à l'aide de tous les peuples de l'Union soviétique, le niveau de 1940 a été atteint de nouveau en 1950 et presque décuplé en 1967. L'industrie lourde, l'industrie légère et alimentaire, la construction automobile, l'industrie du pétrole, des engrais minéraux, des fibres synthétiques, l'électronique ont connu un développement considérable, de même que l'agriculture.

60. M. Sarviro relève particulièrement les taux de croissance élevés et constants qui caractérisent ce développement. Au cours des 17 dernières années, l'industrie a connu un taux moyen de croissance de 13 p. 100; ce taux est du même ordre pour l'année en cours. Les exportations de la RSS de Biélorussie sont constituées pour près de 90 p. 100 par des produits industriels, cependant que les salaires et le pouvoir d'achat de la population s'élèvent et que s'améliorent les services sociaux et médicaux. Il a été construit deux fois plus de logements au cours des 12 dernières années que pendant toute la période précédente depuis la révolution. En 1917, 82 p. 100 de la population était analphabète. Aujourd'hui, il existe plus de 13 000 écoles qui assurent un enseignement obligatoire et gratuit de huit ans. Il y a 23 médecins pour 10 000 habitants — pourcentage supérieur à celui de n'importe quel pays capitaliste. Les avantages sociaux se sont accrus en même temps que les salaires, tandis que les prix demeurent stables, et l'épargne augmente. Cette évolution a été difficile, le pays n'ayant dû compter que sur ses ressources propres. Les sacrifices accomplis ont permis de créer une base solide de développement régulier des niveaux de vie.

61. La délégation de la RSS de Biélorussie s'élève contre ceux qui tendent à diviser le monde entre un nord riche et un sud pauvre. Ce partage tend à détourner l'attention des véritables responsables de la situation actuelle des pays en voie de développement. La RSS de Biélorussie s'oppose à ce que l'on assimile l'aide fournie par sa population à "l'assistance" des pays occidentaux, qui ne représente qu'une réparation partielle des dommages causés par eux à l'économie des pays en voie de développement au cours de la période coloniale. M. Sarviro ne doute pas qu'un programme adopté à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour le développement, qui se fonderait sur l'expérience de pays tels que la RSS de Biélorussie et prévoirait les réformes sociales indispensables, permettrait de donner une meilleure orientation aux efforts de mobilisation des ressources intérieures en vue du développement. L'expérience de son pays montre que l'on parvient aux résultats recherchés lorsque le développement est fondé sur un plan national et des réformes sociales de base

visant à mobiliser au maximum les ressources intérieures pour assurer un accroissement des niveaux de vie. La délégation de la RSS de Biélorussie estime que les programmes d'aide doivent s'associer plus étroitement aux plans de développement nationaux des pays en voie de développement. La collaboration internationale demeure un des facteurs essentiels du développement, et un programme d'action destiné à éliminer les obstacles au développement constitue l'un des plus importants éléments de la préparation de la deuxième Décennie.

62. M. BESY (Madagascar) dit que la Commission doit aborder ses travaux dans le contexte des réalités du monde actuel et en gardant présent à l'esprit le fait qu'il y a seulement un demi-siècle les deux tiers de la population du globe ne pouvaient encore exprimer leur opinion librement. Les jeunes Etats ayant accédé à la souveraineté, qui sont engagés dans la voie du développement, se heurtent à des difficultés multiples. Devant la situation actuelle, la délégation malgache éprouve à la fois une certaine déception et un optimisme réservé. En effet, l'affrontement actuel des intérêts des puissances économiques n'est pas de nature à favoriser un climat de paix et menace sérieusement la coexistence pacifique. Or, le problème du développement économique est étroitement lié au contexte politique et humain.

63. Toutefois, l'ONU, les possibilités de dialogue qu'elle offre et les nombreuses activités qu'elle entreprend permettent d'augurer une issue heureuse. A cet égard, la délégation malgache se félicite des activités entreprises par les différents organismes qui ont contribué à l'élaboration des programmes des décennies du développement et les assure de son appui. Elle espère que la prochaine Décennie sera créatrice et se traduira par des réalisations plus concrètes.

64. Madagascar s'est déjà résolument engagée dans la voie du développement, par ses propres moyens, mais il serait souhaitable qu'une coopération internationale vienne renforcer ses efforts dans les secteurs encore défavorisés.

65. La délégation malgache se prononce en faveur d'une planification souple, adaptable aux circonstances externes et aux coordonnées locales, et pouvant servir de cadre à une évolution rapide et cohérente de l'économie nationale. Elle souhaite, par ailleurs, que l'on instaure des conditions d'échange plus favorables, en particulier des taux d'emprunt plus avantageux, et que l'aide soit axée principalement sur les problèmes de l'infrastructure, condition de l'équilibre économique interne.

66. En terminant, M. Besy souligne que son gouvernement est convaincu que les efforts vers une stratégie globale du développement doivent réserver une place de choix au facteur humain.

La séance est levée à 17 h 50.

